

*Saint-Denis, le 24 mars 2026*

Monsieur le maire,

Par cette lettre, je vous présente ma démission du conseil municipal de la Ville de Saint-Denis.

Je prends cette décision avec tristesse dans un moment difficile qui aurait dû être saluaire.

Le commanditaire de mon agression physique survenue le 20 décembre 2023, Mouloud Bezzouh, a été définitivement reconnu coupable et condamné ce jour par la cour d'appel de Paris, après une condamnation en première instance par le tribunal de Bobigny le 27 juin 2024.

Cette décision de justice devrait rassurer tou-te-s les élu-es car elle prouve que la société protège l'engagement pour le service public, elle affirme qu'on ne peut pas violenter des élu-es, elle acte que les faits sont graves et qu'ils ne restent pas impunis.



Cependant, cette décision de justice ne suffit pas à me tranquilliser.

Le lundi 16 mars, quelques heures après votre élection en tant que maire de Saint-Denis, vous vous êtes entretenu de longues minutes avec Mouloud Bezzouh et avez terminé cette discussion par une longue poignée de main sous la fenêtre de mon bureau en mairie. Cela fait suite à de nombreux messages de soutien de cette personne à votre égard sur les réseaux sociaux – et de messages de haine à l'égard de mon ancienne équipe municipale.

En tant que femme et femme politique qui ne connaît toujours pas les raisons de mon agression, j'ai ressenti cette scène comme une nouvelle violence. J'ai prévenu une proche de votre équipe mais vous n'avez pas daigné me contacter pour en discuter.

Dans ces conditions, je ne me sens pas en sécurité pour participer aux conseils municipaux, avoir des débats sereins avec vous et les élu-es de la majorité, rentrer chez moi tard le soir à des horaires connus de tou-te-s. Je ne me sens pas non plus en sécurité pour participer à un (des ?) conseil municipal en plein air.

Malgré le traumatisme causé par cette agression, je n'ai jamais envisagé de démissionner de mon mandat de maire adjointe jusqu'en 2026 notamment grâce au soutien unanime des politiques de tous bords comme des habitant-es. Ce soutien et la confiance se sont désormais effrités.

Vous dites que je fais une « faute politique grave ». Sachez simplement qu'il s'agit d'une décision humaine pour préserver ma santé mentale et espérer que vous mettrez tout en œuvre pour que les élu-es municipaux, de la majorité comme de l'opposition, puissent exercer leurs mandats sans pressions ou menaces.

Comme la grande majorité des habitant-es, je ne suis pas née à Saint-Denis mais j'y suis venue à 18 ans pour y étudier puis y vivre car c'est ici que je me suis sentie chez moi. J'ai construit ma vie, je me suis engagée dans la vie associative puis la vie politique et cela a été un honneur d'y être élue. Je quitte le conseil municipal sans colère mais avec quelques regrets.

Bien cordialement,

Oriane FILHOL